

Analyse des états financiers de 2010

INTRODUCTION

Le rapport financier annuel de 2010 de la Ville d'Ottawa comprend les états financiers consolidés audités préparés conformément aux principes et aux normes établis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, tel qu'il est exigé par la *Loi sur les municipalités* de l'Ontario.

Il incombe à l'administration de la Ville d'Ottawa de préparer l'analyse des états financiers. Cette analyse doit être lue avec les états financiers consolidés audités et les tableaux financiers et statistiques.

L'analyse des états financiers présente aux parties prenantes la façon dont les ressources financières confiées à la Ville sont gérées pour fournir des services et des infrastructures municipaux, ainsi que les enjeux importants qui ont eu une incidence sur les résultats de 2010 ou qui pourraient en avoir une sur les résultats futurs.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE

Comme le montrent les statistiques présentées ci-dessous, l'économie de la Ville d'Ottawa s'est améliorée en 2010.

	2010	2009	Variation
Population	917 570	908 389	1,01 %
Mises en chantier ²	6 046	5 522	9,49 %
Valeur des permis de construire émis (en millions)	1 922	1 796	7,02 %
Inflation, augmentation annuelle de l'IPC (%) ¹	2,6	0,5	420,00 %
Taux de chômage (%) ¹	6,5	6,1	6,56 %

¹⁾ *Statistique Canada*

²⁾ *Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL)*

À la fin de 2010, la population de la Ville d'Ottawa était estimée à 917 570 habitants, soit une augmentation de 13,4 % depuis 2001. Ce taux de croissance est plus élevé que celui du Canada (8,6 %) et que celui de l'Ontario (11,1 %). Ottawa représente environ les trois quarts de la population de la grande région d'Ottawa-Gatineau, dont la population totale s'élève à près de 1,4 million d'habitants.

La croissance de la population devrait se poursuivre. La plus récente projection du taux de croissance adoptée par le Conseil en novembre 2007 est de 12,4 % entre 2010 et 2021, pour une population de 1 031 000 habitants. La croissance de la population d'Ottawa est en grande partie attribuable à l'immigration.

Analyse des états financiers de 2010

PERSPECTIVES

Le ralentissement économique mondial a eu une incidence moins marquée sur les indicateurs démographique et économiques de la Ville que sur ceux de la province et du pays dans son ensemble. L'économie d'Ottawa continue de se raffermir sous l'effet de plusieurs facteurs comme de faibles taux d'intérêt, un taux d'emploi local relativement stable, la croissance de la population et la reprise des mises en chantier en 2010 après la diminution enregistrée en 2009.

La Ville a établi des relations constructives avec les autres paliers de gouvernement et le secteur privé afin d'obtenir un financement durable pour fournir l'infrastructure municipale nécessaire au soutien d'une économie saine aux échelles locale, provinciale et nationale. Les dépenses et le financement connexe reçu dans le cadre des programmes de relance économique fédéral et provincial ont grandement contribué à atténuer les répercussions de la crise économique. En outre, le financement soutenu provenant de la taxe sur l'essence, conjugué aux ententes fédérale et provinciale visant à aider la Ville à financer son programme de train léger sur rail, permettront d'assurer la mise en place de l'infrastructure requise pour répondre aux besoins en transport en commun des résidents. De la même façon, les ententes de partenariat proposées avec des partenaires locaux permettront de réaménager le parc Lansdowne, ce qui améliorera la qualité de vie des résidents dans les prochaines années.

FAITS SAILLANTS FINANCIERS

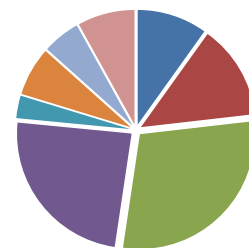
Les immobilisations corporelles représentent un placement important pour la Ville, et l'information connexe est essentielle aux fins de la gestion, de la reddition de comptes, de l'établissement des coûts et de l'élaboration de plans de gestion des immobilisations. Les immobilisations sont évaluées au coût historique à la date d'acquisition ou de construction et sont amorties sur leur durée de vie utile. La valeur comptable nette résiduelle de ces actifs représente la valeur des immobilisations qui seront disponibles pour répondre aux besoins des générations futures.

Les immobilisations corporelles de la Ville comprennent surtout l'infrastructure d'aqueduc et d'égouts, les terrains, les routes, les biens immobiliers ainsi que la machinerie et les immobilisations de production.

Immobilisations corporelles

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

		\$	
Bâtiments et améliorations	1 075 273	10 %	■ 1
Routes	1 446 083	13 %	■ 2
Aqueduc / eaux usées	3 173 914	29 %	■ 3
Terrains	2 628 570	24 %	■ 4
Améliorations foncières	345 266	3 %	■ 5
Machinerie et immobilisations de production	750 134	7 %	■ 6
Véhicules	578 829	6 %	■ 7
Actifs en cours de construction	877 168	8 %	■ 8
	10 875 237	100 %	



Analyse des états financiers de 2010

SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Aux 31 décembre (EN MILLIERS DE DOLLARS)	2010 \$	2009 \$
A. Actifs financiers	1 615 252	1 549 261
B. Passifs financiers	2 666 907	2 449 516
C. Dette nette	(1 051 655)	(900 255)
D. Actifs non financiers	10 924 309	10 115 047
E. Surplus accumulé (C + D)	9 872 654	9 214 792

Les actifs financiers ont augmenté d'environ 66 millions de dollars, déduction faite d'une diminution des placements pour financer l'augmentation des immobilisations corporelles et des débiteurs découlant des demandes faites en vertu du programme de relance fédéral et provincial.

L'accroissement des passifs financiers comprend des hausses d'environ 236 millions de dollars de la dette à long terme nette et d'environ 86 millions de dollars des créiteurs et charges à payer, contrebalancées par une réduction d'environ 120 millions de dollars des produits reportés. La dette à long terme nette a été augmentée afin de soutenir les dépenses accrues associées au programme de relance fédéral et provincial. De la même manière, la baisse des produits reportés reflète l'accroissement des dépenses affectées aux immobilisations corporelles financées par la taxe sur l'essence et les contributions de promoteurs.

Le surplus accumulé de la Ville a progressé de 658 millions de dollars, comme le montre la hausse de 809 millions de dollars des actifs non financiers, déduction faite de l'augmentation de 151 millions de dollars de la dette nette.

SURPLUS ACCUMULÉ ET RÉSERVES ET FONDS DE RÉSERVE

Les réserves et les fonds de réserve sont une composante du surplus accumulé. En 2010, les réserves et les fonds de réserve ont augmenté d'environ 98 millions de dollars. Cette augmentation est en partie attribuable à des surplus des programmes d'exploitation dans les secteurs du transport, de l'environnement, des logements sociaux et des services de garde d'enfants, qui ont reçu des apports au titre de leurs réserves et fonds de réserve respectifs. De plus, le fonds de réserve de la Société de logement communautaire d'Ottawa a grimpé d'environ 20 millions de dollars, résultat de la hausse des subventions gouvernementales pour les programmes de rénovation et de réaménagement.

Analyse des états financiers de 2010

SURPLUS ACCUMULÉ

	2010 \$	2009 \$
<i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>		
Surplus	9 598 520	9 050 512
Investi dans les immobilisations corporelles ¹		
Divers		
Non financé		
Avantages sociaux	(375 772)	(371 691)
Coûts liés aux activités de fermeture des décharges contrôlées	(11 108)	(9 691)
Divers	(51 948)	(56 606)
Total du surplus	9 159 692	8 612 524
Réserves constituées par le Conseil	8 903	2 422
Fonds de réserve constitués par le Conseil pour répondre à des besoins spécifiques		
Fonds de dotation	195 105	202 380
Transport et services environnementaux	82 817	10 670
Logements sociaux et services de garde d'enfants	50 833	24 604
Remboursement d'une dette	7 631	11 879
Remplacement d'équipement	5 902	1 717
Assurance	2 138	4 236
Avantages sociaux	5 997	5 878
Divers	11 130	8 898
Total des fonds de réserve	361 553	270 262
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques	342 506	329 584
Surplus accumulé	9 872 654	9 214 792

¹ Le placement net dans des immobilisations est équivalent à la valeur comptable nette des immobilisations moins la tranche de la dette relative à ces actifs.

Analyse des états financiers de 2010

REVUE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE

Produits – Comparaison entre les produits prévus au budget et les produits réels

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE (EN MILLIERS DE DOLLARS)	Budget 2010 \$	Réels 2010 \$	Favorable défavorable) \$
Taxes disponibles pour les besoins de la municipalité	1 353 183	1 358 107	4 924
Redevances et frais d'utilisation	680 612	691 768	11 156
Subventions gouvernementales	857 090	871 536	14 446
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	206 350	206 350	-
Contributions de promoteurs	136 031	136 031	-
Revenu de placement	36 415	30 285	(6 130)
Amendes et pénalités	26 937	25 709	(1 228)
Autres produits	26 374	26 630	256
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques	30 522	30 522	-
Total des produits	3 353 514	3 376 938	23 424

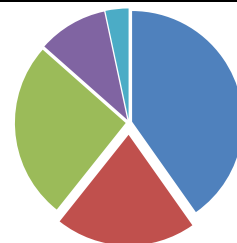
Les **redevances et frais d'utilisation** ont été plus élevés que le montant prévu au budget, en raison surtout d'une hausse de la demande d'eau qui a eu comme incidence de créer un écart favorable au titre des produits découlant des frais supplémentaires au titre de l'eau et des égouts.

Le montant des **subventions gouvernementales** a été plus élevé que le montant prévu au budget, du fait notamment d'un financement accru pour absorber la hausse des charges liées aux programmes de services sociaux et de logements sociaux.

Sources de produits

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	\$	%	
Taxes disponibles pour les besoins de la municipalité	1 358 107	40 %	■ 1
Redevances et frais d'utilisation	691 768	21 %	■ 2
Subventions gouvernementales	871 536	26 %	■ 3
Contributions de promoteurs et immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	342 381	10 %	■ 4
Divers	113 146	3 %	■ 5
Total	3 376 938	100 %	



Analyse des états financiers de 2010

Charges – Comparaison entre les charges prévues au budget et les charges réelles

POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE <i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>	Budget 2010 \$	Réelles 2010 \$	Favorable (défavorable) \$
Affaires gouvernementales	108 442	107 933	509
Protection de la personne et de la propriété	455 142	460 265	(5 123)
Transport	787 099	774 221	12 878
Services environnementaux	280 824	271 240	9 584
Services de santé	126 099	132 804	(6 705)
Services sociaux et familiaux	408 095	411 803	(3 708)
Logements sociaux	233 523	235 399	(1 876)
Services récréatifs et culturels	265 910	271 469	(5 559)
Planification et développement	56 970	53 942	3 028
Total des charges	2 722 104	2 719 076	3 028

Les coûts liés au **transport** ont été inférieurs à ceux prévus au budget, en raison d'une baisse des coûts d'entretien associée à un hiver doux. De plus, les efficiences de transport au titre de l'entretien et de la consommation de pièces de rechange ainsi que les économies réalisées en chauffage et en hydroélectricité ont contribué à l'écart favorable.

L'écart en ce qui a trait aux **services de santé** est imputable aux charges accrues liées aux salaires et à l'autoassurance pour les services paramédicaux.

Analyse des états financiers de 2010

Produits – Comparaison entre les produits réels de l'exercice et les produits réels de l'exercice précédent

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE <i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>	Réels 2010 \$	Réels 2009 \$	Augmentation (diminution) \$
Taxes disponibles pour les besoins de la municipalité	1 358 107	1 286 044	72 063
Redevances et frais d'utilisation	691 768	623 350	68 418
Subventions gouvernementales	871 536	471 419	400 117
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports	206 350	145 296	61 054
Contribution de promoteurs	136 031	81 392	54 639
Revenu de placement	30 285	26 071	4 214
Amendes et pénalités	25 709	23 567	2 142
Autres produits	26 630	14 810	11 820
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques	30 522	29 414	1 108
Total des produits	3 376 938	2 701 363	675 575

Les **taxes disponibles pour les besoins de la municipalité** ont été plus élevées en raison d'une augmentation de 3,77 % des taxes foncières pour tous les services de la Ville, ainsi que de l'incidence de l'accroissement des produits découlant du reclassement immobilier.

Les **redevances et frais d'utilisation** ont augmenté du fait, en partie, d'une hausse des redevances de transport. Le transport en commun a connu une année record en termes d'achalandage en 2010, alors qu'en 2009, les produits ont enregistré une baisse par suite de la grève survenue au premier trimestre de l'exercice. Pour le reste, l'augmentation est due essentiellement à une montée de 9 % des frais supplémentaires au titre de l'eau et des égouts.

Les **subventions gouvernementales** ont progressé en raison des dépenses accrues liées aux immobilisations corporelles de la Ville. Les subventions comportent ce qui suit : ajout de 158,3 millions de dollars dans le cadre du programme de relance fédéral et provincial pour des initiatives de renouvellement et de croissance; ajout de 123,5 millions de dollars dans le cadre du programme fédéral et provincial de la taxe sur l'essence pour l'acquisition de nouveaux autobus; ajout d'environ 44,3 millions de dollars pour le financement de programmes de rénovation et de réaménagement de logements sociaux et abordables; financement ponctuel additionnel de 25,2 millions de dollars pour le programme de remplacement des autobus de l'Ontario; et autres montants totalisant 36,2 millions de dollars dans le cadre d'autres programmes fédéraux et provinciaux visant à financer l'édifice des archives, le plan de protection intégré de la rivière des Outaouais et d'autres infrastructures.

Le montant résiduel de 12,6 millions de dollars se rapporte à l'augmentation du financement de base et à un financement ponctuel associés à des programmes de services sociaux et familiaux tels que Emploi Ontario et Services d'emploi améliorés.

Les **immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports** de promoteurs ont été plus élevées en raison des dépenses accrues au titre des immobilisations corporelles liées aux programmes de relance fédéral et provincial.

Les **contributions de promoteurs** ont été plus importantes en 2010, reflet d'un nombre accru de projets nécessitant du financement au moyen de contributions de promoteurs et d'une hausse des dépenses proportionnelles.

Le **revenu de placement** s'est accru par rapport à 2009 en raison des rendements supérieurs des obligations et des placements sur le marché monétaire attribuables au redressement de l'économie.

Analyse des états financiers de 2010

Les **amendes et pénalités** ont grimpé en raison surtout de la hausse des produits réalisés dans le cadre du programme d'appareils de surveillance aux feux rouges.

Les **autres produits** ont augmenté du fait principalement de la hausse du nombre d'immobilisations corporelles financées au moyen d'une compensation au titre des espaces verts, ainsi que d'une montée des dépenses proportionnelles.

Analyse des états financiers de 2010

Charges – Comparaison entre les charges réelles de l'exercice et les charges réelles de l'exercice précédent

POUR LES EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE <i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>	Total – réelles 2010 \$	Total – réelles 2009 \$	Total Augmentation (diminution) \$
Affaires gouvernementales	107 933	104 799	3 134
Protection de la personne et de la propriété	460 265	440 858	19 407
Transport	774 221	681 511	92 710
Services environnementaux	271 240	254 787	16 453
Services de santé	132 804	130 898	1 906
Services sociaux et familiaux	411 803	417 554	(5 751)
Logements sociaux	235 399	239 302	(3 903)
Services récréatifs et culturels	271 469	278 456	(6 987)
Planification et développement	53 942	51 063	2 879
Total des charges	2 719 076	2 599 228	119 848

Les charges relatives au **transport** ont été plus importantes du fait surtout de la hausse des charges dans le transport en commun. En septembre 2010, la Ville a exercé son option de remplacer un parc d'autobus. La Ville a donc constaté une perte sur la cession d'autobus d'environ 37,0 millions de dollars et une réduction de valeur de 32,2 millions de dollars pour les autobus toujours disponibles à la fin de l'exercice.

Pour le reste, la hausse des charges liées au transport en commun découle des facteurs suivants : perte accrue sur la cession d'autres actifs liés au transport en commun de 7,4 millions de dollars, conjuguée à une augmentation de l'amortissement de 4,5 millions de dollars imputable à une estimation plus faible de la durée de vie utile des autobus.

L'accroissement de la perte sur cession et l'amortissement associé à des travaux routiers totalisant environ 11,6 millions de dollars sont responsables de l'augmentation résiduelle des charges.

Les charges liées aux **services environnementaux** ont été supérieures du fait surtout de la croissance relative aux services de collecte de bacs verts et de traitement des eaux usées.

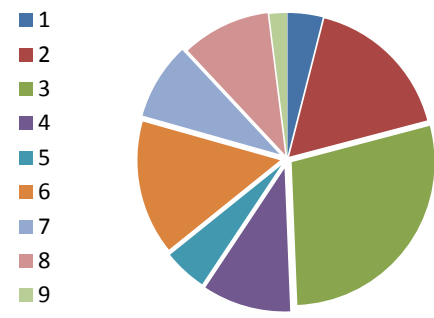
Les charges liées à la **planification et au développement** ont été plus importantes qu'en 2009 en raison d'une augmentation de la perte sur la cession d'immobilisations corporelles compensée par une réduction des charges d'exploitation. Les produits provenant des demandes de promoteurs ont été moindres en 2010, et les charges ont été gérées de manière à compenser une grande partie de ce manque à gagner.

Analyse des états financiers de 2010

Charges

(EN MILLIERS DE DOLLARS)

	\$	%
Affaires gouvernementales	107 933	4 %
Protection de la personne et de la propriété	460 265	17 %
Transport	774 221	28 %
Services environnementaux	271 240	10 %
Services de santé	132 804	5 %
Services sociaux et familiaux	411 803	15 %
Logements sociaux	235 399	9 %
Services récréatifs et culturels	271 469	10 %
Planification et développement	53 942	2 %
	2 719 076	100 %



Analyse des états financiers de 2010

DETTE À LONG TERME NETTE

La Ville d'Ottawa est notée par deux agences internationales : Moody's Investors Service et Standard & Poor's. Moody's a attribué à la Ville une note de Aaa, soit la note la plus élevée, que la Ville maintient d'ailleurs depuis 1975. Quant à Standard & Poor's (S&P), elle a attribué à la Ville une note stable de AA+.

La politique de financement d'immobilisations approuvée par le Conseil exige que les immobilisations financées par la dette aient une durée de vie utile au moins aussi longue que la durée de la dette. Cette politique permet à la Ville de fournir des immobilisations additionnelles telles que des routes, des réseaux d'aqueduc et d'égouts, des édifices et une infrastructure de transport en commun qui seront financés à long terme par les contribuables qui utilisent ces immobilisations.

Au cours de 2010, la Ville a émis des débetures d'un montant total de 297 millions de dollars selon diverses échéances allant jusqu'à 20 ans, à des taux d'intérêt variant entre 1,370 % et 5,315 %. Le produit a servi au financement de divers projets d'immobilisations dont l'édifice des archives, le centre des congrès d'Ottawa, les travaux routiers, les nouvelles installations pour les services de police dans l'ouest d'Ottawa, les conduites d'eau sur l'île Lemieux, divers projets de traitement des eaux usées et le garage de véhicules de transport en commun. En plus d'émettre des débetures sur les marchés des capitaux, la Ville a conclu un accord de financement avec la Société ontarienne de travaux d'infrastructure portant sur le financement d'un montant allant jusqu'à 142 millions de dollars pour l'achat d'autobus (la stratégie d'acquisition de véhicules). Aux termes de cette facilité, une somme de 92 millions de dollars a été avancée à la Ville en décembre. Tous les détails de ces émissions de débetures ont été communiqués au Conseil conformément à sa politique sur les emprunts et le financement.

Le niveau d'endettement est surveillé attentivement pour veiller au bien-être financier continu de la Ville selon les principes du cadre financier tel qu'il a été approuvé par le Conseil en 2007. Voici deux des cibles clés établies par le Conseil à l'égard desquelles le trésorier doit faire rapport annuellement :

- 1) «Les paiements de capital et d'intérêts sur la dette financée par les recettes fiscales et tarifaires ne doivent pas dépasser 7,5 % des produits générés par la Ville»
- 2) «L'augmentation du service de la dette dans le cas de projets non anciens pour une année donnée ne sera pas supérieure à 0,25 % de l'impôt foncier»

Pour ce qui est de la première cible, le total des paiements de capital et d'intérêts en 2010 pour la dette à long terme s'est élevé à 102,7 millions de dollars, ce qui représente 4,5 % des produits générés par la Ville. Ceux-ci comprennent tous les produits présentés à l'état des résultats consolidé, à l'exception des subventions gouvernementales et des immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports.

Pour ce qui est de la deuxième cible, les projets non anciens désignent les travaux d'immobilisations associés à la remise en état et au renouvellement des infrastructures existantes de la Ville ainsi qu'à la construction de nouvelles infrastructures pour faire face aux pressions de la croissance. Le service de la dette à l'égard de ces projets correspond à la cible indiquée ci-dessus.

Responsabilité à l'égard de la présentation de l'information financière

RAPPORT DE LA DIRECTION

La responsabilité de l'intégrité, de la pertinence et de la comparabilité des données présentées dans les états financiers consolidés ci-joints incombe à la direction.

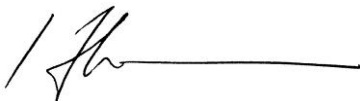
Les états financiers consolidés sont dressés par la direction conformément aux principes comptables généralement reconnus établis par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés. Ils comprennent nécessairement certains montants fondés sur les estimations les plus probables et le jugement de la direction. Les données financières présentées ailleurs dans le présent rapport correspondent à celles présentées dans les états financiers.

Pour s'acquitter de sa responsabilité, la direction procède à des contrôles de la comptabilité, du budget et à d'autres contrôles afin de fournir l'assurance raisonnable que les opérations sont dûment autorisées, que les actifs sont bien comptabilisés et protégés et que la documentation financière est fiable pour la préparation des états financiers.

Le bureau du vérificateur général relève directement du Conseil municipal, et, sur une base de permanence, il accomplit son programme d'audit afin de s'assurer que les contrôles internes et leur application sont examinés et que l'information financière est testée et auditée de façon indépendante.

Le Conseil municipal exerce ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière par l'intermédiaire de son sous-comité d'audit et de son comité des finances et du développement économique.

Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., comptables agréés, ont été nommés par le Conseil municipal pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés de la Ville. Leur rapport suit la présente.



Kent Kirkpatrick
Directeur municipal



Marian Simulik
Trésorière

Ottawa, Canada
Le 8 juin 2011

Tableaux financiers et statistiques

- Non audité -

Produits par source (non audité)

<i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>	2006	2007	2008	2009	2010
	\$	\$	\$	\$	\$
Taxes disponibles pour les besoins de la municipalité ¹	1 131 536	1 143 891	1 229 794	1 286 044	1 358 107
Redevances et frais d'utilisation					
Administration générale	13 345	13 904	17 770	18 181	18 422
Services paramédicaux	297	517	681	901	1 007
Autres services de sécurité publique	46 668	54 383	58 897	59 732	60 759
Routes, circulation et stationnement	21 468	21 968	24 836	22 456	22 122
Transport en commun	124 574	129 916	131 273	121 710	159 539
Eau et égouts	168 122	183 719	190 760	206 969	226 377
Collecte des déchets et des articles recyclables	32 235	39 666	43 226	37 630	40 576
Redevances d'eau-incendies	7 878	8 078	8 064	8 236	8 413
Logements sociaux	60 459	61 486	62 037	62 401	63 097
Parcs et services récréatifs	39 866	41 012	50 566	52 803	55 670
Planification et développement	6 260	8 203	8 006	8 567	11 248
Soins de longue durée	14 316	14 908	15 229	15 605	15 738
Divers	8 608	9 666	6 652	8 159	8 800
	544 096	587 426	617 997	623 350	691 768
Subventions gouvernementales	516 438	505 763	470 948	471 419	871 536
Immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports ¹	–	–	–	145 296	206 350
Contributions de promoteurs	50 889	76 461	71 840	81 392	136 031
Revenu de placement	54 777	51 949	50 108	26 071	30 285
Amendes et pénalités	21 621	23 062	23 797	23 567	25 709
Autres produits	15 080	10 883	14 078	14 810	26 630
Quote-part du bénéfice d'entreprises publiques	40 122	27 298	48 756	29 414	30 522
	698 927	695 416	679 527	791 969	1 327 063
Total des produits	2 374 559	2 426 733	2 527 318	2 701 363	3 376 938

¹ Depuis 2009, l'état des résultats consolidé comprend des produits provenant des immobilisations corporelles reçues sous forme d'apports.

Charges par fonction (non audité)

<i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>	2006² \$	2007² \$	2008² \$	2009³ \$	2010 \$
Affaires gouvernementales ¹	129 710	135 322	132 191	104 799	107 933
Protection de la personne et de la propriété	345 748	408 461	427 651	440 858	460 265
Transport	610 642	627 621	741 170	681 511	774 221
Services environnementaux	318 713	284 340	319 650	254 787	271 240
Services de santé	94 657	104 991	117 083	130 898	132 804
Services sociaux et familiaux	425 546	425 490	409 081	417 554	411 803
Logements sociaux	168 597	172 803	184 521	239 302	235 399
Services récréatifs et culturels	203 710	222 497	237 283	278 456	271 469
Planification et développement	45 586	52 374	44 374	51 063	53 942
Total des charges	2 342 909	2 433 899	2 613 004	2 599 228	2 719 076

¹) Les coûts de soutien au programme liés aux charges d'exploitation ont été affectés à d'autres fonctions au moyen des lignes directrices et des méthodologies présentées dans le Rapport d'information financière de l'Ontario.

²) Les exercices 2006 à 2008 comprennent le total des dépenses en immobilisations auparavant passées en charges à l'état des activités financières consolidé.

³) Depuis 2009, certaines dépenses en immobilisations sont présentées comme des immobilisations corporelles à l'état de la situation financière et ne figurent pas dans le tableau ci-dessus.

Réserves et fonds de réserve consolidés (non audité)

	2006	2007	2008	2009	2010
(EN MILLIERS DE DOLLARS)	\$	\$	\$	\$	\$
Réserves	35 193	25 934	14 721	2 422	8 903
Fonds de réserve					
Fonds de dotation ¹	200 000	203 827	211 337	202 380	195 105
Services de transport et services environnementaux	64 089	89 821	56 685	10 670	82 817
Logements sociaux et services de garde d'enfants	56 044	63 664	58 091	24 604	50 833
Remboursement d'une dette	23 484	19 904	16 043	11 879	7 631
Remplacement d'équipement	21 061	18 862	14 405	1 717	5 902
Assurance	3 766	3 951	3 632	4 236	2 138
Avantages sociaux	5 673	6 054	5 762	5 878	5 997
Divers	5 297	5 882	6 483	8 898	11 130
Fonds de réserve	379 414	411 965	372 438	270 262	361 553
Total des réserves et des fonds de réserve	414 607	437 899	387 159	272 684	370 456

¹⁾ Des montants de 13 643 \$ en 2010 et de 10 800 \$ en 2009 à même le fonds de dotation ont été affectés au programme d'immobilisations de la Ville.

Imposition et cotisations (non audité)

(EN MILLIERS DE DOLLARS)	2006	2007	2008	2009	2010
Résidentiel (en milieu urbain)					
Ensemble de la municipalité	0,54037 %	0,529338 %	0,523131 %	0,558213 %	0,569744 %
Prélèvement d'impôts sur le capital de la municipalité			0,018359 %	0,010285 %	0,000000 %
Service d'incendie municipal	0,07218 %	0,072411 %	0,088906 %	0,093602 %	0,091666 %
Service de police municipal	0,14637 %	0,148423 %	0,162492 %	0,162402 %	0,165692 %
Transport en commun municipal	0,16331 %	0,174257 %	0,182093 %	0,172878 %	0,178898 %
Aire de conservation municipale	0,00583 %	0,006298 %	0,006850 %	0,007092 %	0,007326 %
Bouches d'incendie municipales	0,00000 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %
Éducation	0,26400 %	0,264000 %	0,264000 %	0,252000 %	0,241000 %
Total des taux d'imposition résidentiels	1,19206 %	1,194727 %	1,245831 %	1,256472 %	1,254326 %
Non résidentiel (commercial en milieu urbain)					
Ensemble de la municipalité	1,15969 %	1,136022 %	1,102941 %	1,110431 %	1,085344 %
Prélèvement d'impôts sur le capital de la municipalité			0,038706 %	0,020459 %	0,000000 %
Service d'incendie municipal	0,15702 %	0,155403 %	0,190803 %	0,192516 %	0,178021 %
Service de police municipal	0,31414 %	0,318533 %	0,342589 %	0,323060 %	0,315637 %
Transport en commun municipal	0,35527 %	0,373978 %	0,390793 %	0,355566 %	0,347431 %
Aire de conservation municipale	0,01251 %	0,013516 %	0,014441 %	0,014108 %	0,013956 %
Bouches d'incendie municipales	0,00000 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %	0,000000 %
Éducation	1,74402 %	1,747985 %	1,744678 %	1,650981 %	1,557604 %
Total des taux d'imposition non résidentiels	3,74265 %	3,745437 %	3,824951 %	3,667121 %	3,497993 %
Valeur cotisée (en millions de dollars)					
Résidentiel (\$)	64 814	66 471	67 757	79 191	80 867
Pourcentage du total	76,4 %	76,5 %	76,6 %	75,3 %	75,4 %
Non résidentiel (\$)	20 040	20 401	20 702	25 995	26 337
Pourcentage du total	23,6 %	23,5 %	23,4 %	24,7 %	24,6 %
Total des cotisations (\$)	84 854	86 872	88 459	105 186	107 204

Imposition et cotisations (non audité)

	2006	2007	2008	2009	2010
(EN MILLIERS DE DOLLARS)	\$	\$	\$	\$	\$
Impôts et taxes à recevoir au début de l'exercice	53 005	50 426	56 188	57 514	70 024
Taxes foncières	1 437 094	1 463 316	1 561 391	1 633 214	1 728 256
Éléments non imposables pour recouvrement	25 792	30 887	32 621	35 294	39 326
Pénalités	9 526	9 795	10 874	10 734	11 146
Annulation d'impôts et de taxes impayés	(35 840)	(32 383)	(32 721)	(38 212)	(52 684)
Radiation d'impôts et de taxes	6 127	3 878	2 519	2 774	1 353
Total partiel	1 495 704	1 525 919	1 630 872	1 701 318	1 797 421
Recouvrements					
Exigibles	(1 375 261)	(1 393 156)	(1 495 099)	(1 549 293)	(1 658 207)
Impayés	(70 017)	(76 575)	(78 259)	(82 001)	(77 537)
Total des recouvrements	(1 445 278)	(1 469 731)	(1 573 358)	(1 631 294)	(1 735 744)
Impôts à recevoir à la fin de l'exercice	50 426	56 188	57 514	70 024	61 677
Provision pour créances douteuses	(1 249)	(1 690)	(2 200)	(2 250)	(2 650)
Impôts à recevoir à la fin de l'exercice, montant net	49 177	54 498	55 314	67 774	59 027
Pourcentage des impôts et taxes exigibles perçus (%)	95,7	95,2	95,8	94,9	95,9
Impôts et taxes à payer en pourcentage de l'imposition de l'exercice (%)	3,4	3,7	3,5	4,2	3,4

Placements – au coût après amortissement (non audité)

<i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>	2006	2007	2008	2009	2010
	\$	\$	\$	\$	\$
Débetures de la Ville d'Ottawa	37 873	38 265	42 710	42 741	35 478
Gouvernement fédéral	180 227	133 792	255 325	177 848	125 225
Gouvernement provincial	88 280	81 756	111 729	193 316	124 906
Gouvernement municipal	129 660	116 698	117 786	135 217	117 740
Banques	58 914	128 544	129 482	78 580	86 028
Fonds de dotation	-	202 831	210 750	202 299	195 224
Titres de la SLCO ¹	32 735	36 875	37 820	19 459	10 864
Divers	90 180	54,526	34 395	42 894	42 446
Total	617 869	793 287	939 997	892 354	737 911

¹⁾ Obligations de sociétés et actions ordinaires et étrangères détenues pour la Société de logement communautaire d'Ottawa (SLCO).

Dettes à long terme nette (non audité)

<i>(EN MILLIERS DE DOLLARS)</i>	2006	2007	2008	2009	2010
	\$	\$	\$	\$	\$
Débetures à versements échelonnés et comportant un fonds d'amortissement	666 566	634 023	735 338	748 212	998 659
Fonds d'amortissement accumulé à la fin de l'exercice aux fins du des débetures comportant un fonds d'amortissement susmentionnées	(157 835)	(177 145)	(193 826)	(160 497)	(174 375)
	508 731	456 878	541 512	587 715	824 284
Dettes d'un partenariat public-privé	12 527	12 150	11 719	11 327	10 876
Total de la dette à long terme nette	521 258	469 028	553 231	599 042	835 160

Dettes à long terme nette par fonction (non audité)

(EN MILLIERS DE DOLLARS)	2006 \$	2007 \$	2008 \$	2009 \$	2010 \$
Affaires gouvernementales ¹	41 002	32 002	24 794	21 720	19 025
Incendie	124	64	3 078	3 416	3 312
Police	18 493	16 404	16 601	19 450	30 756
Inspection liée à la sécurité publique	—	—	—	1 800	7 345
Routes	246 460	228 562	248 590	252 408	287 085
Transport en commun	64 498	57 165	80 298	121 154	225 400
Stationnement	2 976	2 152	1 395	638	245
Traitement des eaux usées	27 536	21 036	20 246	22 142	47 205
Approvisionnement en eau et distribution	25 246	24 388	73 065	77 606	102 633
Collecte des déchets et des articles recyclables	2 667	2 281	1 873	1 442	992
Logements sociaux	—	—	—	—	143
Parcs et services récréatifs	25 638	23 887	27 748	27 279	42 988
Bibliothèques	6 520	6 324	6 118	5 902	5 751
Planification et développement	10 146	9 120	8 025	7 156	30 060
Services sociaux et familiaux	49 952	45 643	41 400	36 929	32 220
Total de la dette à long terme	521 258	469 028	553 231	599 042	835 160

¹⁾ Comprend surtout l'encours de la dette lié aux anciens locaux administratifs municipaux.

Données démographiques et autres informations (non audité)

	2006	2007	2008	2009	2010
Population	877 280	888 882	898 000	908 389	917 570
Ménages	354 535	360 580	365 800	371 973	377 098
Équivalents à temps plein municipaux					
ETP	13 479	13 788	14 320	14 559	14 774
ETP par 1 000 de population	15,4	15,5	15,9	16,0	16,1
Inflation, augmentation annuelle de l'IPC (%)¹					
Ottawa	1,7	1,9	2,2	0,5	2,6
Ontario	2,0	1,8	2,3	0,4	2,5
Canada	2,0	2,2	2,3	0,3	1,8
Taux de chômage (%)¹					
Ottawa	5,6	5,1	4,9	6,1	6,5
Ontario	6,3	6,4	6,5	9,0	8,7
Canada	6,3	6,0	6,1	8,3	8,0
Mises en chantier²					
	5 627	6 218	6 679	5 522	6 046
Variation (%)	19,7	10,5	7,4	(17,3)	9,5
Maisons unifamiliales	2 252	2 722	2 715	2 228	2 035
Variation (%)	6,2	20,9	(0,3)	(17,9)	8,7
Prix des logements³					
Prix des logements (en milliers)	256	273	290	305	329
Variation (%)	2,8	6,6	6,2	5,2	7,9
Inflation des prix des nouveaux logements ¹ (%)	3,1	1,7	3,8	1,4	4,0
Valeur des permis de construire délivrés					
(en millions)	1 670 \$	1 892 \$	1 733 \$	1 796 \$	1 922 \$
Variation (%)	(6,5)	13,3	(8,4)	3,7	7,0

1) Statistique Canada

2) Société centrale d'hypothèques et de logement (SCHL)

3) Service interagences d'Ottawa (SIA)